

# Pierre Hervé est-il communiste ?

Krouchtchev invoque Dieu, mais c'est Pierre Hervé qui bénéficie, parmi tant d'autres soutiens, de l'appui divin. Comment expliquer autrement le miraculeux accueil fait à cet ancien communiste, non seulement par quelques obscurs palatins de la social-démocratie, mais encore par des personnalités aussi étrangères à la classe ouvrière que l'ex-éditorialiste de *L'Époque*, Clavel ou le député réactionnaire Caillet ?

La lecture des dernières productions d'Hervé, de son livre *Dieu et César sont-ils communistes ?* permet de trouver à cette question une réponse plus terre à terre, mais plus exacte aussi. Si le penseur du « communisme national » a droit à un tel concert publicitaire, c'est parce qu'en rompant avec le stalinisme, il jette par-dessus bord toute idée révolutionnaire. Les bonzes du PCF ne pipent mot. Leur autorité ne peut que sortir renforcée de toute assimilation entre l'opposition au stalinisme et les galipettes de Pierre Hervé.

Il est donc nécessaire, malgré le peu d'intérêt réel de l'affaire, de montrer le vrai visage politique d'Hervé. Pour cela, il n'est que de le laisser parler. Situons d'abord le personnage : dans son dernier livre, il nous fournit des éléments biographiques qui ne manquent pas d'intérêt. Après s'être lui-même dépeint comme un naïf, qui crut à la politique du PCF jusqu'à une période très récente, il écrit qu'en 1944 : « Je ne me faisais pas d'illusion sur l'avenir proche de la France. Un minimum d'information et de réflexion permettait de se rendre compte qu'il y avait des accords interalliés, délimitant des zones d'influence et que la France n'était pas comprise dans la zone d'influence soviétique... » Réflexion qui prouve une compréhension assez poussée de la politique stalinienne, basée sur les combinaisons diplomatiques, sans égard au développement

propre de la lutte des masses. La naïveté s'éloigne ; il ne reste plus qu'une adhésion à la politique du PCF dans ce qu'elle avait de plus opportuniste : le tripartisme, le « produire d'abord », le sabotage des grèves. Pierre Hervé a accepté les aspects les plus ignobles du stalinisme tant que celui-ci lui garantissait une ligne d'« union nationale ». Il a pris ses distances lorsqu'ont commencé les zigzags de l'opportunisme au sectarisme ; il rompt maintenant, déplorant que M. Thorez ne soit pas conséquent dans sa politique d'indépendance nationale.

Car ce que reproche Hervé au PCF, ce n'est pas d'avoir freiné les luttes ouvrières en 1953 ou en 1955, ni d'avoir rompu la solidarité avec le peuple algérien. Il aurait voulu voir, au contraire, son ancien parti prendre « hardiment » la tête d'une union des travailleurs avec la fraction mendessiste de la bourgeoisie française. N'écrit-il pas : « Il est vrai que les intérêts de la bourgeoisie française et du prolétariat industriel sont antagonistes, mais il n'existe pas d'antagonisme absolu hors du monde des idées. Nécessairement, on en vient à se poser de graves questions. Pourquoi une situation ne se créerait-elle pas, qui permettrait aux milieux les moins rétrogrades de la bourgeoisie de faire alliance avec la classe ouvrière ? » Et de broder sur les côtés progressifs d'une pareille action commune.

Sa position sur l'Algérie classe définitivement Hervé. Il l'expose avec le plus de clarté dans le numéro de janvier de la *Nation Socialiste*. Avec une prétention théorique dérisoire, Hervé procède à un jeu de passe-passe au terme duquel la lutte du peuple algérien apparaît comme une entreprise réactionnaire, la cause de l'impérialisme étant éminemment progressive. Le sens d'un mouvement national doit être jugé selon son « contexte international ». Voilà le critère

de Hervé. Notre critère, le critère des marxistes, c'est la nature de classe d'un mouvement ou, du moins, ses implications de classe directes ou indirectes. Hervé se voile la face devant le caractère réactionnaire, fanatiquement religieux, raciste et antidémocratique de certains mouvements nationalistes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. C'est l'argument-massu (sans jeu de mots) qui nous est servi chaque jour dans la presse de la SFIO et des colonialistes.

Hervé se sent par surcroît davantage rassuré par les courants authentiquement bourgeois de Bourguiba et du Sultan que par le mouvement populaire et révolutionnaire des Algériens « fanatisés » et « appuyés sur des masses incultes qui pourraient le mieux se prêter aux desseins de Washington et de Moscou ». Ce sont les masses incultes qui ont fait la révolution chinoise, entre autres, monsieur Hervé. Hervé consent néanmoins à accorder « des réformes comportant une large autonomie », mais qui devront bien être mesurées, « car nous ne sommes pas des défaitistes », s'écrie-t-il. Dans ses lectures de Lénine, Hervé a évidemment oublié les pages sur le défaitisme révolutionnaire. La conclusion est des plus nettes : « Les intérêts nationaux français méritent d'être pris en considération, non seulement par les révolutionnaires français, mais par les révolutionnaires d'autres pays », parce que, décrète Hervé, « ces intérêts ont dans le contexte mondial une signification déterminée qui n'est pas réactionnaire ». Hervé se place en deça des organismes de la II<sup>e</sup> Internationale qui reprochent à Mollet sa politique réactionnaire. Il rompt sans vergogne avec la lutte des classes pour un fameux concept de contexte international. Bref, il épouse la cause de l'impérialisme français qui a cessé miraculeusement d'être réactionnaire. L'ennemi n'est plus chez nous.

Tirons le rideau, bien que la farce continue encore. Une politique se juge sur les réponses qu'elle fournit aux grands problèmes du moment. Tous les travailleurs d'avant-garde peuvent juger de l'orientation d'Hervé. Il faudrait ajouter d'autres remarques ; contentons-nous de relever l'appréciation d'Hervé sur le stalinisme. A côté de remarques fort justes, quoique sans originalité, sur les origines sociales du régime stalinien, notre penseur écrit : « Si on passe en revue les divers aspects de la situation sociale et politique de l'Union Soviétique à la mort de Lénine, on en vient à penser que l'ascension de Staline était inscrite dans les faits et s'identifiait avec les exigences de la réalisation du socialisme... » C'est un peu court ! Le développement de la bureaucratie était un produit nécessaire des conditions de la Russie de 1924 ; il n'en n'était pas de même de l'étranglement du parti communiste. Une autre politique était possible ; les trotskystes ont lutté pour une orientation de lutte contre la bureaucratie. Il faut avoir une sérieuse dose de fatalisme, une conception bien mécanique du marxisme, une ignorance assez considérable de la tactique léniniste, pour prétendre que le triomphe du stalinisme était la seule possibilité historique.

Concluons sur le plan pratique, qu'Hervé semble aimer. Hervé veut bâtir une nouvelle organisation du prolétariat français. Mais comme il n'a aucun sectarisme, il la veut large ; et, pour le moment, il se borne à tenter d'organiser des cercles de discussion entre marxistes. Et, au nom de l'anti-dogmatisme, il appuie cet aveu d'organisation par une polémique assez peu politique contre toutes les tendances non stalinien-nes. A la Nouvelle Gauche, il réserve l'arsenal éprouvé des calomnies ordurières. Voici pour les trotskystes. « Quand je rencontre des militants trotskystes, j'ai souvent l'impression de retrouver mes anciens camarades stalinien-ns : au cours d'une lutte qui fut longue, obstinée et courageuse, ils en sont venus à adopter le procédé et les méthodes de leurs adversaires. »

Pourfendeur attitré du trotskysme, Hervé ne désarme pas. Il change seulement les étiquettes dont il nous affublait hier : d'agents hitléro-américano-impérialistes nous voilà reconvertis en stalinien-ns. N'ayant pas en matière de procédés stalinien-ns la compétence de l'auteur des articles mémorables de « Tito à Trotsky », nous ne pousserons pas plus avant la discussion.

R. MERLIN.

J. ROBLIN.

## DE STALINISME ?

perdu la direction effective. Staline prêchait la collaboration de classe. Tito passa outre. Une révolution prolétarienne eut lieu en Yougoslavie qui inquiéta les bureaucrates conservateurs. Il fallait châtier cette velléité d'indépendance à la première occasion. Et si la direction du PC chinois ne connut pas la hargne publique de Staline, c'est que celui-ci fut plus prudent devant 600 millions de Chinois qu'avec 17 millions de Yougoslaves.

En France, c'est Thorez qui servit d'intermédiaire pour mettre le Parti au pas. Avant le retour de Thorez à Paris (décembre 1944), la collaboration au gouvernement avait certes été envisagée, mais sous certaines conditions : en s'appuyant sur le mouvement des masses, en adoptant une politique de multiplication des Comités de Libération. Maurice Thorez flanqua à bas toute cette politique, cependant très timorée. Les ministres PCF du gouvernement collaborèrent ainsi avec la bourgeoisie, lui permirent de se tirer d'un mauvais pas.

Depuis 1947 la politique de Front Unique du PCF ne fut qu'une longue suite d'opportunisme et de sectarisme.

**SECTARISME DES ANNEES 1947-1953** qui consistait à faire semblant d'ignorer que les militants SFIO étaient disciplinés. On en appelait à eux, jamais à leur Parti pour ne pas effrayer les « bons Français ».

**OPPORTUNISME** des années qui suivirent. 7.000 mouvements de grèves laissés sans coordination en automne 1955. Opportunisme renforcé depuis le XX<sup>e</sup> Congrès : votes des pouvoirs spéciaux, tactique de la pétition permanente au lieu de s'appuyer sur les manifestations qui avaient lieu dans les gares et les entreprises (1).

En vérité, cette politique qui se réclame de la

défense de l'URSS est inefficace. La véritable défense de l'URSS, c'est l'essor de la lutte révolutionnaire. Mais la bureaucratie est née et s'est consolidée sur la base du reflux de la Révolution. Tout en craignant les impérialistes, elle n'en craint pas moins la lutte révolutionnaire qui la menace de disparition.

Et toutes les paroles relatives à l'internationalisme prolétarien et à la lutte des classes ne sont que des alibis pour conserver le contact avec les ouvriers à qui ces idées sont justement chères.

L'URSS est un Etat ouvrier dégénéré dont les dirigeants utilisent les PC exclusivement à des fins diplomatiques. Cette analyse ne met pas en cause ni les bases du socialisme ni le régime soviétique. Les trotskystes affirment, au contraire et souvent, que le stalinisme c'est la dégénérescence du régime soviétique. Ce n'est pas un quelconque bureaucratisme qui était plus ou moins inévitable, c'est la direction politique de la bureaucratie.

Cette transposition d'intérêts étrangers à la classe ouvrière signifie que les Partis communistes doivent être absolument contrôlés. Il faut pouvoir étouffer toute velléité d'indépendance. Le recours est parfois la calomnie et le crime. Le personnel de direction doit être entièrement dévoué. En France, cette besogne est assurée par la coterie Thorez-Duclos. Leurs collaborateurs sont recrutés en fonction du désir de certains de jouer un rôle politique. Les procédés laudateurs sont les mêmes qu'en URSS : le Parti de Maurice Thorez, les cadeaux. L'affaire Marty fut un véritable assassinat politique.

Le mérite le plus grand de Staline aux yeux de Krouchtchev-Thorez, c'est d'avoir lutté contre les trotskystes qui combattaient la bureaucratie. Le conflit entre Staline et Trotsky n'était pas un conflit personnel, mais le conflit entre la bureaucratie et le prolétariat.

L'épouvantail du stalinisme dont les sociaux-démocrates se sont servis pour cacher leur honteuse politique était autant de gagnée pour la bourgeoisie.

(1) Que Suret-Canale, à ce sujet, demande au Bureau Politique de lui communiquer une carte de France où seraient pointés les lieux où les travailleurs manifestaient et voulaient manifester, malgré les conseils des dirigeants du PCF.